Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2199

Artikel: Quelques pistes pour l'avenir de la gauche : changer de logiciel pour rester soi-même dans un monde qui évolue (1 / 2) [à suivre]

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023226

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quelques pistes pour l'avenir de la gauche

Changer de logiciel pour rester soi-même dans un monde qui évolue (1 / 2)

Jean-Daniel Delley - 26 mars 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32979

Quelles sont les raisons des difficultés rencontrées actuellement par la social-démocratie? Les explications ne manquent pas (voir aussi DP 2193, 2194 et 2195).

Dans une tribune de janvier 2017, le politologue français Zaki Laïdi en énumère trois. Tout d'abord l'érosion de la base sociale des partis de gauche, à savoir les ouvriers de l'industrie. Puis les trop nombreuses concessions faites depuis quelques décennies au libéralisme économique, considérées comme une trahison des idéaux socialistes. Ou encore la persistance de la social-démocratie à mener le combat politique selon un clivage gauche-droite dépassé, alors qu'aujourd'hui le véritable affrontement opposerait conservateurs et progressistes, mondialistes et nationalistes.

Des valeurs permanentes

Même si ces diagnostics reflètent une part de vérité, l'affaiblissement des partis socialistes, voire même leur éventuelle disparition s'ils ont vraiment épuisé leur force propulsive, n'impliquent pas pour autant l'invalidation des valeurs qu'ils prétendent défendre: l'égalité des droits et des chances, condition essentielle de la liberté; le devoir de la collectivité envers les plus faibles de ses membres, comme le proclame en Suisse le préambule de la Constitution fédérale. Le défi consiste à traduire concrètement ces valeurs dans la réalité des sociétés d'aujourd'hui et à trouver le langage adéquat pour communiquer ce message.

Revenons un instant au diagnostic. Silja Häusermann, politologue à l'Université de Zurich, en donne les traits essentiels dans une interview au journal en ligne *Republik*.

L'érosion de la base électorale historique des partis socialistes – les ouvriers de l'industrie – n'est pas contestable. En quelques décennies, ces emplois ont chuté de moitié. Mais cette érosion ne résulte pas principalement d'un passage en masse de cet électorat vers les formations populistes. Ces dernières ont plutôt bénéficié du soutien des abstentionnistes d'antan, séduits par cette stratégie consistant à décrier les plus défavorisés – migrants, bénéficiaires de l'aide sociale – pour valoriser le statut de ces couches populaires.

Dans le même temps, le volume de l'emploi dans le secteur des services a plus que doublé, aussi bien pour du personnel qualifié que non qualifié.

La gauche victime de son succès

Pourquoi la gauche peine-t-elle à obtenir le soutien de cette nouvelle classe ouvrière du tertiaire? Autant les ouvriers de la société industrielle constituaient un groupe homogène, détenteur d'une culture commune et facilement mobilisable par le biais des syndicats, autant les personnes non qualifiées du tertiaire sont dispersées dans de nombreuses petites entreprises – pensons aux femmes de ménage dépendantes de multiples employeurs – sans forte identification à leur travail et peu motivées à participer politiquement, d'autant qu'une grande proportion d'entre elles, étrangères, ne disposent pas des droits politiques.

Silja Häusermann constate que la social-démocratie est en quelque sorte victime de son succès. Ce que l'on nomme *«l'âge d'or de l'Etat social»* a permis la réalisation d'une bonne partie de son programme, que ce soit la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires ou encore le développement des assurances sociales.

Dans les années 1970-1980, poursuit Häusermann, la gauche a étendu son cahier de revendications, jusque-là essentiellement consacré à

l'ouvrier mâle, à des populations négligées: femmes, migrants, minorités sexuelles… Son action vers de nouveaux publics n'est pas toujours appréciée par sa base ouvrière classique qui se sent délaissée, voire même concurrencée par ces nouveaux venus.

La gauche débordée par les changements structurels

En réalité les socialistes n'ont pas trahi leurs idéaux, nous dit la politologue zurichoise, rejoignant en cela Zaki Laïdi. Les causes de l'affaiblissement de la gauche sont d'abord de nature structurelle, engendrées par le passage à la société postindustrielle: la diminution de la population ouvrière, la croissance d'un prolétariat tertiaire difficilement mobilisable. La progression des inégalités sociales ne résulte pas principalement d'un démantèlement des politique sociales. L'assurance chômage et l'AVS restent encore solides. Ces inégalités croissantes reflètent plutôt la transformation du marché du travail. La progression de l'emploi tertiaire qualifié a tiré les salaires vers le haut grâce à ce qu'Häusermann qualifie de *«rente de formation»*. Voilà qui expliquerait l'augmentation des écarts salariaux, résultant du différentiel de productivité entre secteurs à emplois peu qualifiés et secteurs requérant de fortes qualifications.

Dans cette société postindustrielle, le mécanisme du cercle vertueux (finances publiques saines sans fiscalité trop lourde, plein emploi et structure salariale équilibrée) ne joue plus. Par exemple le rééquilibrage salarial par le bas implique un chômage accru, car les emplois faiblement productifs se font plus rares. Mais si les écarts persistent, voire augmentent, les dépenses sociales explosent: voir l'évolution des budgets de l'aide sociale et des prestations complémentaires. L'Etat s'essouffle dans cette course-poursuite à la redistribution.

C'est pourquoi, sur la base de ses analyses de politiques comparées, Silja Häusermann préconise d'agir en priorité sur ce que les économistes appellent la redistribution primaire, à savoir combattre les inégalités à la source plutôt que de tenter après coup d'en atténuer les effets négatifs. D'où l'accent mis sur la formation, l'acquisition de compétences, bref tout ce qui facilite l'accès au marché du travail et à des emplois correctement rémunérés, en particulier la mise en place de structures d'accueil de l'enfance.

Un tel programme pourrait-il donner un nouvel élan à la gauche?

(A suivre)

Raiffeisen, coopérative pour la forme

L'enivrante croissance du troisième groupe bancaire de Suisse a tourné la tête de son CEO

Yvette Jaggi - 29 mars 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32985

Pierin Vincenz a été placé en détention préventive début mars, suite à la plainte pour gestion déloyale déposée contre lui par cette banque Raiffeisen qu'il a dirigée avec éclat et dominée sans partage de 1999 à 2015. Cette déchéance et le silence absolu du Ministère public du canton de Zurich auront excité les curiosités et suscité nombre d'enquêtes journalistiques.

La plus documentée a paru le 19 mars sous la forme d'un très long article dans le quotidien en ligne *Republik* sous la signature de Lukas Hässig, celui-là même qui tient le blog le mieux informé et le plus redouté sur la place financière zurichoise, *In$ide Paradeplatz.* On peut compter sur la presse